

Crépuscule de la République ou des Frères

Respectable Loge, Science et Solidarité, Orient de Cannes, Région 2

Mots-clefs : Indivisibilité, Souveraineté, Populisme, Europe, Action

Constat : la perte d'influence de la FM et la perte de souveraineté de la République

Longtemps, depuis son avènement avec les frères révolutionnaires, syndicalistes, résistants, Claude Rouget de L'Isle pour *la Marseillaise*, Eugène Potier pour *l'internationale*, puis avec Arthur Groussier pour la rédaction du code du travail, Maurice Druon et Joseph Kessel pour le chant des partisans, la Franc maçonnerie s'est identifiée à la République démocratique, indivisible, sociale et laïque, et à une certaine idée de la France et de sa relation à la liberté dans le monde. Mais si la 5^{ème} République a dès sa constitution reconnu ces principes, De Gaulle considérait déjà la Franc Maçonnerie comme « *pas assez importante pour qu'on s'en inquiète, et suffisamment importante pour qu'on s'y intéresse* ». On pourrait penser que c'est justement parce que ses valeurs ont « fait société » que la Franc-maçonnerie n'eut plus besoin d'être influente même si un nombre croissant de membres masque cette perte d'influence. Mais si c'était vrai jusque dans les années 70 avec les dernières lois d'inspiration maçonniques (Loi informatique et Libertés, droit à l'avortement, droit à une mort digne), cela le sera moins avec l'apparition du néolibéralisme apparu dans les années 80.

Pour Margaret Thatcher « *il n'y avait pas de Société* » et les services publics devaient être le moyen d'ouvrir de nouveaux espaces de mise en concurrence. Ce courant s'accompagna de la mondialisation mettant en concurrence :

- à l'extérieur nos productions, notamment avec la Chine
- et à l'intérieur notamment à partir des années 70 avec le regroupement familial, notre culture avec des cultures d'émigration qui posent de manière croissante un problème d'assimilation ou d'intégration devenant un problème de séparatisme.

La construction européenne elle-même, notamment après le traité de Lisbonne qui fut un camouflet à l'expression démocratique succédant en le contredisant à un référendum, renforça la mondialisation néolibérale, les délocalisations en instituant la seule zone au monde de totale liberté de circulation des capitaux (article 63) et par les Directives d'Orientations de la Politique Européenne (DOPE) attaqua la protection sociale hérité du Conseil National de la Résistance, et paracheva l'abandon des valeurs de la République fondée sur l'idée de Nation et de la souveraineté du peuple.

État des réflexions : les forces de dislocations et l'union

La société française est aujourd'hui profondément divisée et les dispositions prises en réponse à la crise sanitaire, si certaines ont remis au goût du jour l'intervention de l'Etat et la relance planifiée, après le constat de la dépendance de notre production notamment de médicaments, et la nécessité de l'Etat pour faire face aux forces de la nature, n'ont pas pris la mesure des failles qui traversent ses fondations.

Les notions de contrat collectif, social (avec la Société tel que Jean-Jacques Rousseau l'avait défini) ou avec la nature (tel que Michel Serres l'avait défini pour l'écologie dans « Le contrat naturel ») ont été trop attaquées par le néolibéralisme et l'individualisme.

L'avenir des jeunes ne leur apparaît plus comme meilleur que celui de leurs parents, dans un modèle de famille éclaté, la génération « j'ai le droit » traduit son détachement de l'idée de Nation, de projet commun, de République.

Face à ces défis, la Franc maçonnerie qui se veut rassemblant ce qui est épars, recherchant l'Union et la Concorde, peut-elle au moins tenter d'étayer des fondations menacées ?

Propositions : que faire ?

D'abord les épreuves subies, les attentats et attaques médiatisées pour les plus importants comme à Charlie Hebdo, ceux du 13 novembre 2015, du 14 juillet 2016, montrent tout comme les catastrophes naturelles que le sens du collectif, l'âme de la République, ne sont pas morts. Face à la détresse, à la mort, les ego se fissurent et laissent apparaître la lumière de l'être. Les politiques, les medias, s'étonnent alors du courage des français, de leur intelligence, de leur sens de la solidarité, de leur altruisme.

Il n'y a donc pas à désespérer. La France, avec son idéal de Liberté, d'Egalité et de Fraternité, est inscrite au profond de la grande majorité de français, de toute origine, et bien au-delà, elle conserve sa place nécessaire dans le cœur du monde libre si elle veut la tenir.

Mais il n'est pas souhaitable de revenir à des grandes crises, des révolutions ou des guerres civiles, avec leur lot de barbaries aux dépend des plus faible, pour que la République puisse retrouver son sens et ses esprits.

Aussi des dispositions continuant la réorientation annoncée de l'actuelle mandature présidentielle, devraient se concrétiser :

- En renonçant formellement par sa dénonciation, au néolibéralisme destructeur de notre économie et de notre environnement
- En redonnant sa place aux politiques défendant l'intérêt de la République française et en ne faisant plus de la politique européenne une fin en soi, comme si l'idéal de la République devait s'effacer devant un idéal européen qui n'en a pas la légitimité, ni historique ni démocratique.
- En restaurant la fierté d'adhésion à la République des français de toutes origines
- En redonnant du sens à la protection sociale, l'égalité des chances et la justice sociale.
- En réaffirmant la laïcité qui ne peut en France évoluer vers un système concordataire, instaurant un délit de blasphème et le financement des cultes comme c'est le cas en Alsace-Lorraine.

Pour tous ces défis, le Grand Orient ne peut qu'espérer retrouver une capacité d'influence, s'il parvient lui-même à retrouver un nouvel élan en renouant avec ses fondamentaux et en acceptant d'exister davantage, tant au niveau local des loges, qu'à son niveau national.

Le Grand Orient, première obédience française, semble, en fait, avoir peur de lui-même et de sa place dans la société. La franc-maçonnerie semble devenue une simple spectatrice des bouleversements du monde et de la détresse des êtres humains. Elle s'émeut, s'agite et, parfois, dénonce. Mais elle intervient de moins en moins.

Dénoncer et renoncer formellement, au néolibéralisme destructeur de notre économie et de notre environnement.

Que l'idéal de la République ne s'efface plus devant un idéal européen

Restaurer la fierté d'adhésion à la République des français de toutes origines

Redonner du sens à la protection sociale, l'égalité des chances et la justice sociale

Réaffirmer la laïcité et ne pas évoluer vers un système concordataire, instaurant un délit de blasphème et le financement des cultes

Que la Franc-maçonnerie et le GODF en particulier soit plus que des spectateurs des bouleversements du monde et de la détresse des êtres humains et soit plus intervenante.